



Tribune

Le sport, un investissement, pas une variable d'ajustement

Philippe Saïd

Président du Cros de Nouvelle-Aquitaine ⁽¹⁾

Le comité régional olympique et sportif (Cros) de Nouvelle-Aquitaine lance un cri d'alerte pour la rentrée sportive 2025-2026

Dans les 18 000 clubs sportifs des 12 départements de Nouvelle-Aquitaine, 500 000 bénévoles vont accueillir en ce début de rentrée des jeunes, des familles, des seniors avec la même générosité que les années précédentes. Mais, derrière cet enthousiasme de façade, une inquiétude et un ras-le-bol s'installent dangereusement par la suppression du pass sport pour les moins de 14 ans et la baisse la plus importante des financements publics que le sport n'avait connue jusqu'alors (-18%). Le mouvement olympique et sportif est bien conscient des contraintes

actuelles de la dette nationale et des budgets serrés des collectivités. Mais une évidence doit être rappelée : le sport n'est pas une dépense mais bien un investissement pour nos générations futures. Selon l'Observatoire des métiers du sport, l'inactivité physique coûte 140 milliards d'euros par an à la France. À l'inverse, la pratique sportive permet d'éviter jusqu'à 254 milliards de dépenses publiques. Concrètement et pour mieux comprendre : 1 euro investi dans le sport nous économise 13 euros de dépenses publiques. Le calcul est rapide pour celles et ceux qui sont à la recherche d'économies.

Mais derrière ces chiffres, il y a le quotidien de nos territoires, de nos villes et de nos villages : des enfants qui réussissent mieux à l'école, des jeunes qui trouvent leur place, des habitants en meilleure santé, des salariés plus épanouis, moins de délinquance, moins d'isolement, et plus d'unité et de lien social. Malheureusement, le sport n'est vu que

Cette vision comptable à court terme est une grossière erreur d'investissement

par le petit bout de la lorgnette et est trop souvent utilisé comme un couteau suisse : utile en cas de crise sociale, mais rangé au fond du sac lorsqu'il faut faire des économies. Cette vision comptable à court terme est une grossière erreur d'investissement.

Le sport doit être reconnu à sa juste place aux côtés de la santé, de l'éducation et au même titre que la culture. Il n'est pas un luxe mais bien une nécessité, car il est pratiqué partout et par toutes et tous.

Pour cette nouvelle rentrée 2025-2026, nous appelons élus, parents, pratiquants, partenaires publics et privés à continuer de croire en lui, à le défendre, à l'accompagner et à le soutenir. Ne transformons pas la fête du sport en défaite pour le sport. Soutenir le sport, c'est investir dans l'avenir de nos enfants et de nos territoires.

(1) Avec les présidentes et les présidents des 12 comités départementaux.



« Le sport doit être reconnu à sa juste place aux côtés de la santé, de l'éducation et au même titre que la culture. » ILLUSTRATION MICHEL FAURE / SO